

L'an DEUX MIL DOUZE, le SAMEDI 25 FÉVRIER, à 09 h 10, le Conseil Municipal de Saint-Denis s'est assemblé en première séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire faite en application des Articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (séance clôturée à 11 h 27).

Il a été, conformément aux dispositions de l'Article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance prise dans le sein du Conseil Municipal. TURPIN Marie-Annick a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**ÉTAIENT PRÉSENTS**

ANNETTE Gilbert/ ORPHÉ Monique/ BAREIGTS Éricka/ MAILLOT Gérald/ HOAREAU Jean-François/ PONIN-BALLOM Gino/ PICARD Hajaso/ LAURET Edmond/ VICTORIA RETOURNAT Danielle/ PESTEL René Louis/ VÉLOUPOULÉ MERLO Nalini/ ARMAND Alain/ HUMBLLOT Nicole/ ESPÉRET Jean-Pierre/ BRISSAC-FÉRAL Claude/ COUDERC Alain/ ADAME Brigitte/ LOUISE Rose Blanche/ CLAIN Claudette/ KICHENIN Virgile/ EUPHRASIE Didier/ CATHERINE Aline/ ASSABY Maximilien/ ISIDORE Marylise/ DINDAR Ibrahim/ NATIVEL Mickaël (arrivé à 09 h 48 au Rapport n° 12/1-03)/ JAVEL François/ TURPIN Marie-Annick/ FIDJI Jean-Claude/ ANDAMAYE Marie-Annick/ NAILLET Philippe (arrivé à 10 h 26 au Rapport n° 12/1-17)/ LOWINSKY Jacques/ SERVANTÈS Marie/ PAULÉE Marie-Thérèse/ PELTIER Hélyette/ FRANÇOISE Gérard/ VARONDIN Frédéric/ AHAMADI Salama/ TOQUET Stéphanie/ FOURNEL Dominique/ ALLIÉ Carmen/ TROTET Maryse/ INGAR Iqbal/ HOARAU Patricia/ BARDIÈRE Jean-Michel/ VICTORIA René-Paul/ HOARAU Serge/ CHÉFIARE Claudine

**ÉTAIENT REPRÉSENTÉS**

HOARAU Emmanuel		par BAREIGTS Éricka
CASSIM-CADJÉE Mohammad		par PESTEL René Louis
CÉCILÉRY Nathalie	pour toute la durée de la séance	par BRISSAC-FÉRAL Claude
JUSTINE Marie Séverine		par KICHENIN Virgile
ALBANY Christian		par FOURNEL Dominique
PONIN-BALLOM Gino	à son départ, à 11 h 02, au Rapport n° 12/1-35	par DINDAR Ibrahim

Les membres présents, au nombre de 48 sur 55, ont pu délibérer en exécution de l'Article L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ÉLUS INTÉRESSÉS**

Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales

En application des dispositions de l'Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

- |                           |                                    |                    |
|---------------------------|------------------------------------|--------------------|
| - BAREIGTS Éricka         | au titre de la CINOR               | Rapport n° 12/1-05 |
| - MAILLOT Gérald          |                                    |                    |
| - ASSABY Maximilien       |                                    |                    |
| - DINDAR Ibrahim          |                                    |                    |
| - NAILLET Philippe        |                                    |                    |
| - LOWINSKY Jacques        |                                    |                    |
| - FRANÇOISE Gérard        |                                    |                    |
| - VARONDIN Frédéric       |                                    |                    |
| <hr/>                     |                                    |                    |
| - BAREIGTS Éricka         | au titre de la CINOR               | Rapport n° 12/1-12 |
| - MAILLOT Gérald          |                                    |                    |
| - ASSABY Maximilien       |                                    |                    |
| - DINDAR Ibrahim          |                                    |                    |
| - NAILLET Philippe        |                                    |                    |
| - LOWINSKY Jacques        |                                    |                    |
| - FRANÇOISE Gérard        |                                    |                    |
| - VARONDIN Frédéric       |                                    |                    |
| <hr/>                     |                                    |                    |
| - HOAREAU Jean-François   | au titre de la SODIPARC            | Rapport n° 12/1-19 |
| - VÉLOUPOULÉ MERLO Nalini |                                    |                    |
| - NAILLET Philippe        |                                    |                    |
| <hr/>                     |                                    |                    |
| - KICHENIN Virgile        | au titre du CAUE                   | Rapport n° 12/1-23 |
| (1) HOARAU Emmanuel       | -en qualité de Conseiller Général- |                    |
| - FRANÇOISE Gérard        | -en qualité de Conseiller Général- |                    |

CINOR Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion  
SODIPARC Société Dionysienne de Gestion des Équipements  
CAUE Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement

(1) absent à la séance

ÉLUS INTÉRESSÉS (suite)

- ORPHÉ Monique -en qualité de Vice-Présidente de la CINOR- au titre de l'EPFR Rapport n° 12/1-32
- JAVEL François -en qualité de Vice-Président de la CINOR-
- FIDJI Jean-Claude -en qualité de Conseiller Général-
- ANDAMAYE Marie-Annick -en qualité de Vice-Présidente de la CINOR-
- LOWINSKY Jacques -en qualité de Vice-Président de la CINOR-

---

- ORPHÉ Monique au titre de la SODIAC
- BAREIGTS Éricka
- ARMAND Alain
- LOWINSKY Jacques
- FOURNEL Dominique

---

- ORPHÉ Monique au titre de la SIDR Rapport n° 12/1-36
- MAILLOT Gérald -en qualité de Conseiller Général-
- (2) PONIN-BALLOM Gino -en qualité de Conseiller Général-

---

- ANNETTE Gilbert au titre du CCAS Rapport n° 12/1-42
- ORPHÉ Monique
- VICTORIA RETOURNAT Danièle
- PESTEL René Louis
- ISIDORE Marylise
- TURPIN Marie-Annick
- ANDAMAYE Marie-Annick
- TROTET Maryse
- (3) ALBANY Christian

---

- ANNETTE Gilbert au titre de la Caisse des Écoles
- PICARD Hajasoa
- PAULÉE Marie-Thérèse
- FRANÇOISE Gérard
- VARONDIN Frédéric
- BARDIÈRE Jean-Michel

CINOR Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion  
 EPFR Établissement Public Foncier de la Réunion  
 SIDR Société Immobilière du Département de la Réunion  
 CCAS Centre Communal d'Action Sociale

(2) parti au Rapport n° 12/1-35  
 (3) absent à la séance

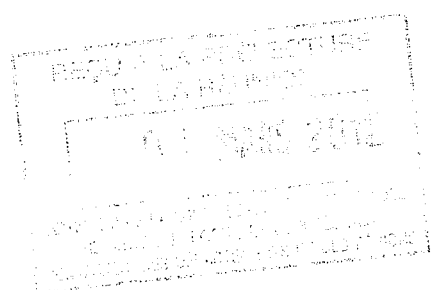
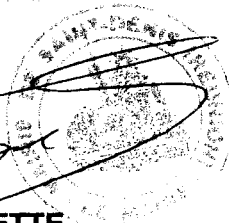
DÉPLACEMENTS D'ÉLUS en Salle des Délibérations pendant les travaux

Élus	Horaires	Remarques
	<b>ARRIVÉES</b>	
NATIEL Mickaël	à 09 h 48	au Rapport n° 12/1-03
NAILLET Philippe	à 10 h 26	au Rapport n° 12/1-17
	<b>DÉPLACEMENT</b>	
ANNETTE Gilbert	de 10 h 34 à 10 h 41	au Rapport n° 12/1-21
	<b>DÉPARTS</b>	
PONIN-BALLOM Gino	à 11 h 02	au Rapport n° 12/1-35 <span style="float: right;">(procurator à DINDAR Ibrahim)</span>

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'hôtel de Ville de Saint-Denis le et que le nombre de Conseillers Municipaux présents a été de 48 sur 55.

LE MAIRE

Gilbert ANNETTE



**OBJET RESTAURATION INTERIEURE  
DE L'EGLISE NOTRE DAME DE LA DELIVRANCE  
APPROBATION DU LANCEMENT DE LA PHASE B  
AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS**

**SAINT-DENIS VILLE D'ART ET D'HISTOIRE**

Par Délibération n° 06/5-18, en date du 11 septembre 2006, le Conseil Municipal avait approuvé le projet global de restauration de l'église Notre Dame de la Délivrance, devant se dérouler en deux phases : restauration extérieure (phase A), puis restauration intérieure (phase B).

Les travaux de la phase A s'achevant, il est proposé de débiter les études de la phase B portant sur la restauration intérieure de l'édifice.

Ainsi, l'opération de restauration générale de l'église Notre Dame de la Délivrance se poursuivra afin de préserver et de mettre en valeur un site historique de la Ville de Saint-Denis.

Les travaux de la phase B porteront sur :

- la restauration de la voûte, des murs, des décors peints et la reprise du dallage,
- la restauration du mobilier en bois, la révision des cloches,
- la restauration des éléments classés : caveau des prêtres, oratoire, grotte, calvaire, et escalier,
- la réfection de l'éclairage.

Le montant global de l'opération (études et travaux) est estimé à 2 741 000 € HT.

Des subventions pouvant être sollicitées auprès de l'Etat (Culture / DAC OI) et de la Région, dans le cadre du Plan de relance Régional, le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

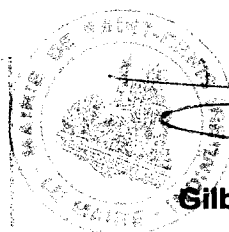
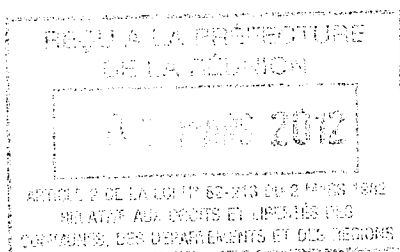
<b>FINANCEUR</b>	<b>MONTANT (HT)</b>	<b>TAUX</b>
Région (PRR)	1 918 700 €	70 %
Etat (DAC OI)	274 100 €	10 %
Ville	548 200 €	20 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 741 000 €</b>	<b>100 %</b>

Le marché de maîtrise d'œuvre, qui conformément à l'article 35 II 8 du Code des Marchés Publics, sera passé avec l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, pour un montant de 240 758,00 € HT, sera soumis à la validation de la Commission d'Appel d'Offres.

Je vous demande, en conséquence :

- d'approuver le lancement de la phase B de restauration de l'église Notre Dame de la Délivrance et son plan de financement prévisionnel ;
- de m'autoriser à solliciter des subventions auprès des différents partenaires.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



**Gilbert ANNETTE**

**OBJET RESTAURATION INTERIEURE  
DE L'EGLISE NOTRE DAME DE LA DELIVRANCE  
APPROBATION DU LANCEMENT DE LA PHASE B  
AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

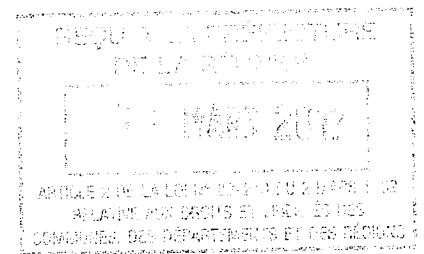
Vu le Code des Marchés Publics ;

Sur le RAPPORT N° 12/1-09 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur PESTEL René Louis, 9ème Adjoint, présenté au nom des Commissions  
Affaire Générale/ Entreprise Municipale, et Culture/ Jeunesse/ Sport ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**



**ARTICLE 1** Approuve le lancement de la phase B de restauration de l'église de la Délivrance, et son plan de financement prévisionnel, comme suit :

FINANCEUR	MONTANT (HT)	TAUX
Région (PRR)	1 918 700 €	70 %
Etat (DAC OI)	274 100 €	10 %
Ville	548 200 €	20 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 741 000 €</b>	<b>100 %</b>


**ARTICLE 2** Autorise le Maire à solliciter les subventions correspondant à l'opération auprès des différents financeurs.

**ARTICLE 3** La dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts au Budget principal sous les chapitres 20 et 23 et articles 2031 et 2313.

Les recettes correspondantes seront imputées au Budget principal sous le chapitre 13 et les articles 1321 et 1323.

Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Saint-Denis, le

25 MARS 2012

**LE MAIRE**  
  
**Gilbert ANNETTE**